

Portrait d'Anne-Claude Ambroise-Rendu

(*Circé*, n° 13, automne 2020)

Question introductive : Tout d'abord, pourquoi nous retrouvons-nous ici, au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines, aujourd'hui ? Que symbolise cet endroit pour vous ?

Nous nous retrouvons ici d'abord parce que c'est mon lieu professionnel ; c'est la cinquième année que je suis professeure ici. Par ailleurs, je suis associée à ce laboratoire, le CHCSC, depuis très longtemps – l'époque où j'étais maître de conférences à Nanterre – et où, à l'invitation de Jean-Yves Mollier et Christian Delporte, je suis « passée à l'ennemi », en devenant membre du CHCSC, à un moment où je ne me retrouvais pas dans ce qui se faisait en matière d'histoire dans les différents laboratoires de Nanterre. Ici, j'ai trouvé, en quelque sorte, mon nid et c'est le lieu dans lequel j'ai pu m'épanouir autant que faire se peut sur le plan professionnel. C'est donc un lieu qui compte pour moi !

Parcours, sources et méthodologie

1/ L'ouvrage *Petits récits des désordres ordinaires. Les faits divers dans la presse française de la III^e République à la Grande Guerre*, adapté de votre thèse (NDLR : *Les faits divers dans la presse française de la fin du XIX^e siècle : étude de la mise en récit d'une réalité quotidienne (1870-1910)*) soutenue en 1997 sous la direction d'Alain Corbin, propose un éclairage nouveau sur le fait divers, étudié au prisme de l'histoire des sensibilités. Comment s'est fait le choix de ce sujet ? D'où vous vient cette appétence pour l'histoire des médias ? Comment situez-vous votre positionnement entre histoire des médias et histoire des sensibilités dans ce travail, et plus généralement, dans votre parcours ?

Je ne m'identifierais pas, pour cette période-là de mon parcours, comme appartenant ou relevant de l'histoire des sensibilités. Mais c'est peut-être vous qui avez raison, je vais revenir là-dessus. Une chose est sûre, c'est que je suis venue à la question des faits divers un peu par hasard. À un moment on a une idée, une inspiration, et puis on se dit : « Oui, ça, ça peut être un sujet intéressant ! » Par ailleurs, je pensais que cela serait drôle... Là-dessus, j'ai un peu déchanté ! Mais intéressant, je reste convaincue que ça l'était, évidemment. Et mon intérêt s'est porté sur le fait divers avant tout parce qu'il se portait déjà non pas sur les médias mais sur la presse. Comme dix-neuviémiste pure – ce que j'étais à ce moment-là – je ne pensais pas en termes de médias mais bien en termes de presse écrite et j'ai eu envie d'analyser un contenu assez facile à identifier, le fait divers, et surtout pas un

contenu noble : un contenu qui relevait des représentations de vies ordinaires, du non-exceptionnel. Un fait divers est toujours un moment exceptionnel mais dans la vie d'un anonyme, d'un quidam.

C'est ça, qui, je crois, m'a intéressée et je répondais par-là, sans m'en rendre compte au fond, à l'invitation d'Alain Corbin qui concernait moins la question des sensibilités que l'idée qu'il fallait faire cette histoire de l'ordinaire, du tissu du quotidien ; une histoire qui est aux antipodes d'une histoire des paroxysmes. Il y avait quelque chose comme un appétit pour le quotidien, pour le très petit. C'est d'ailleurs sur ce thème-là que j'avais commencé ma soutenance de thèse et qui répondait aussi, mais ça je ne le savais pas encore, à une remarque de Paul Veyne qui dit que : « L'âme de l'historien est celle d'un lecteur de faits divers ; ceux-ci sont toujours les mêmes et sont toujours intéressants parce que le chien qui est écrasé ce jour est un autre que celui qui a été écrasé la veille et, plus généralement, parce qu'aujourd'hui n'est pas la veille. » Cela me paraissait, alors même que je ne connaissais pas cette phrase de Paul Veyne, quelque chose qui correspondait très exactement à la vision que j'avais de l'histoire.

L'autre raison de ce choix pour les faits divers – mais encore une fois ce que je vous raconte-là est une reconstruction non pas complètement *a posteriori* mais à la fin de l'aventure de la thèse – c'était mon intérêt pour le langage, qui ne s'est jamais démenti, et pour cette inadéquation qui m'intéresse toujours entre le mot et la chose. On retrouve-là l'inspiration de mes lectures de Foucault mais aussi de tout un pan des sciences humaines qui s'intéresse justement à cette distance entre le mot, qu'il soit verbal ou écrit, et puis la chose qu'il désigne mais que souvent aussi il masque, il distord etc. Et pour comprendre quelque chose à la manière dont fonctionne la presse, dont elle fonctionnait et dont elle fonctionne toujours, il m'a semblé que c'était absolument indispensable d'en passer par-là et de m'intéresser à d'autres disciplines, notamment à la sémiologie, mais on y reviendra éventuellement. C'est par-là que j'ai abordé, mais en bout de course en quelque sorte, cette question des sensibilités et des affects parce que je me suis rendu compte que dans les récits et les discours – choses qu'il faut évidemment distinguer – produits par la presse, le rôle des affects et des sensibilités était fondamental (le sujet n'était pas politique, ni économique ; il concernait justement la vie quotidienne : il y avait des crimes passionnels, par exemple, et on était là, évidemment, dans les sensibilités) mais aussi parce qu'indépendamment du sujet, cette chronique des faits divers qui se met en place à la fin du XIX^e siècle va contribuer à alimenter un affect qui est la peur. C'est sous cet angle que j'identifie la période de la Belle Époque, comme le moment où se met en place une espèce d'obsession sécuritaire, que j'ai d'ailleurs appelée « clameur sécuritaire » ou « hystérie sécuritaire ». C'est une demande de sécurité à un moment où la France n'a jamais été aussi pacifiée, paisible et en sécurité. C'est ce rapport entre l'abaissement du seuil de tolérance à l'égard des menaces et la réalité de ces menaces qui m'intéressait aussi et c'est par là, il me semble, que je suis venue à l'histoire des sensibilités et évidemment plus encore ensuite, lorsque j'ai abordé d'autres versants de mes recherches.

2/ Vos études s'appuient sur un travail de recherche très documenté, qui vous a mené à traiter des sources à la fois denses et variées. Vous avez par exemple recensé 16 000 faits divers dans deux quotidiens nationaux (*Le Petit Journal* et *Le Figaro*) et régionaux (*La Dépêche* de Toulouse et *Le Courrier de la Montagne* dans le Doubs) dans le cadre de votre travail de thèse. Plus récemment, votre *Histoire de la pédophilie : XIX^e-XXI^e siècles* s'est appuyée sur le dépouillement de deux titres de presse en continu sur l'ensemble de la période en plus de nombreuses sources statistiques, des arrêts de cours d'assises (près de 800 documents) et des dossiers de procédure (près de 200) de cinq villes françaises. Lorsqu'il s'agit d'étudier des sources journalistiques, vous n'hésitez pas non plus à user d'outils propres aux sciences de la communication voire à la littérature (analyse des procédés stylistiques et de ce qu'ils disent de la société dans laquelle vivent ceux qui les

utilisent et les lisent). Comment avez-vous construit votre méthodologie historique ? A-t-elle subi des évolutions notables entre la publication de votre premier et de votre dernier ouvrage ? Quels conseils donneriez-vous à des jeunes chercheur.se.s qui débutent leur formation ?

Je vais commencer par la fin, par le conseil, c'est toujours le plus facile. Je dirais aux jeunes chercheurs et je le dis, me semble-t-il, chaque année, qu'il faut être curieux pour être un bon chercheur et curieux d'une manière particulière. Il faut savoir s'étonner de ce qui semble aller de soi, de ce qui semble naturel et je cite à nouveau Paul Veyne qui dit : « On sait bien quel est l'effort caractéristique du métier d'historien et ce qui lui vaut sa valeur : s'étonner de ce qui va de soi. » Il me semble que c'est un préalable et c'est d'ailleurs sans doute un préalable à toute démarche scientifique. Rien ne va de soi, tout est à interroger en permanence. Le deuxième conseil que je donnerais c'est évidemment de lire ce que j'appelle « les anciens » – dont je ferai partie bientôt si j'en crois cet entretien ! – et pas seulement en histoire mais choisir des lectures en fonction des sources que l'on s'apprête à dépouiller. Et quand il s'agit de lire et d'analyser des récits et des discours, on est bien obligé de sortir du champ de l'histoire.

Pour parler de ma méthode, j'ai parfois l'illusion qu'en effet elle change et je me rends compte assez régulièrement qu'en réalité, non, elle ne change pas vraiment ; elle s'affermite, en quelque sorte. C'est beaucoup dire qu'il s'agit d'une méthode, il s'agit surtout d'un bricolage. Je crois qu'en sciences humaines c'est un peu ce à quoi nous sommes contraints et en même temps c'est plutôt une chance puisque cela nous oblige à être créatifs. C'est-à-dire qu'il nous appartient d'inventer notre méthode et de répondre à ce que Gérard Noiriel indiquait dans l'une de ses préfaces : il faut à l'historien aller emprunter aux disciplines proches, voisines et se construire sa boîte à outils. J'ai construit la mienne de manière complètement empirique, à partir d'emprunts, de lectures ; certaines m'inspirant évidemment plus que d'autres. J'ai lu des ouvrages de narratologie par exemple qui à la fois m'ont enthousiasmée et en même temps m'ont laissée un peu pantoise parce que je ne comprenais pas tout ; il faut accepter de ne pas tout comprendre. Mais il me semble que de tout ceci restent deux choses fondamentales : c'est que je fais toujours retour au sériel et au quantitatif – en affirmant à chaque fois que « c'est la dernière fois de ma vie que je compte, que je comptabilise, que c'est affreux, d'ailleurs je ne sais pas faire ça, que je ne sais pas calculer un écart type et que c'est épouvantable... » Et pourtant, j'y reviens toujours parce qu'en travaillant sur les médias, ce que j'ai fini par faire, au-delà de la presse écrite, il me semble que la seule chose valable et qui soit probante c'est de prendre des séries continues comme ce que j'ai fait pour mon histoire des violences sexuelles sur enfant, c'est-à-dire de traiter des grands nombres. Et pour cela, il faut avoir un minimum de méthode. Ce n'est pas très rigolo, c'est assez barbant mais c'est la condition, je pense, pour fonder un régime de connaissance historique. Le deuxième pilier de ma méthode, si l'on veut, c'est cette attention très méticuleuse – je dis souvent que je suis un peu lexicomane, un peu obsessionnelle –, mais qui est plutôt une qualité pour un chercheur, portée aux mots, à la façon de dire les choses, à l'énonciation et à ses modalités, au moins autant qu'à l'énoncé.

Thématiques de recherche

3/ Dans certains de vos travaux consacrés à la question environnementale, vous soulignez le fait que les médias se sont peu intéressés à l'écologie. Comment expliquez-vous ce manque d'intérêt ? La situation est-elle différente aujourd'hui ? Qu'en est-il des historien.ne.s ?

Je pense que les médias se sont intéressés à l'écologie au moment où la question a surgi, avec la naissance de l'écologie politique dès les années 1970. Dans un premier temps, le sujet est pris en

charge par une presse mais aussi une radio militantes – je pense à *La Gueule Ouverte* ou à *Radio Fessenheim* que l'on peut mettre en regard. Ce sont ces médias militants qui occupent le terrain. Le début des années 1970 est aussi une période où il est encore assez facile de créer un journal – les conditions économiques et structurelles étant importantes –, ce qui va pousser en quelque sorte la presse généraliste, la presse politique, à créer progressivement une rubrique nouvelle – mais pas si tard que cela, celle du *Monde* apparaît précocement par exemple –, qui, aujourd'hui, s'appelle généralement « planète » ou « notre planète ». Il me semble que la difficulté de l'époque est la même que celle d'aujourd'hui et elle est très nettement mise en exergue au moment de Tchernobyl en 1986 ; c'est que le monde des médias n'a absolument pas intégré l'écologie comme étant une question politique ou économique. L'écologie est donc une question à part, qui est longtemps apparue comme subalterne, secondaire. D'ailleurs, les journalistes [qui ont couvert le sujet] disent bien qu'ils ont longtemps été traités comme ceux qui s'intéressent aux petits oiseaux et aux fleurs, tout ça n'étant pas très sérieux. Et on retrouve cela notamment au moment du traitement de l'affaire de Tchernobyl. Longtemps *Le Monde* a refusé de publier des articles vraiment informés à propos de Tchernobyl car ce n'était pas considéré comme un sujet politique et que cela ne les intéressait pas, alors qu'il s'agissait d'un sujet évidemment et éminemment politique au sens le plus large du terme. À la même époque, la télévision s'intéressait aux questions environnementales mais selon la modalité « qualité de la vie » – je pense notamment à *La France défigurée* [NDLR : magazine diffusé de 1971 à 1978] – et je redis que je ne suis pas sûre que les choses aient radicalement changé aujourd'hui, sauf dans certains titres. Par exemple, à la radio, il est très clair qu'il y a une émission dédiée, quotidienne, mais qui n'est pas considérée comme une émission politique ou économique. Pour ce qui est des historiens qui s'intéressent à la question environnementale, on a beaucoup parlé, sans doute à tort, du retard français en la matière en comparant avec le développement précoce de cette histoire aux États-Unis. Mais je pense que c'est excessif et que l'on va s'apercevoir progressivement qu'il y avait en réalité des gens qui faisaient de l'histoire environnementale sans forcément la nommer ainsi. Aujourd'hui c'est un secteur extrêmement dynamique, notamment depuis la création en 2008 du Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire Environnementale, le RUCHE, qui est joliment nommé. C'est un réseau d'autant plus dynamique qu'il s'est constitué d'emblée selon une échelle internationale et qu'il mobilise énormément de jeunes chercheurs, ce qui est très prometteur. Ces jeunes chercheurs sont impliqués dans des institutions, dans des procédures d'expertise contemporaine, actuelle ou dans des associations comme la Société nationale de protection de la nature. Ce sont aussi des chercheurs de terrain, qui sont promus au rang d'experts ; ce que je trouve être une très bonne chose et pour l'histoire et pour l'écologie.

4/ Dans *Histoire de la pédophilie. XIX^e-XXI^e siècle* et plusieurs autres articles, vous constatez que deux siècles ont été nécessaires afin que l'agression sexuelle sur enfant soit reconnue pénalement et convoquez notamment la figure de l'enfant-victime afin de retracer les évolutions sociojuridiques du XIX^e siècle. Comment fait-on de la pédophilie un sujet d'histoire à part entière ? Pourriez-vous revenir plus en détail sur cette thèse de l'enfant-victime ? En quoi cette figure est-elle particulièrement éclairante ?

C'est une question énorme, mais je vais essayer de répondre brièvement. Comment fait-on de la pédophilie un sujet d'histoire ? Comme souvent, enfin j'ai souvent procédé de cette manière-là, on part d'un constat : « Tiens, on parle beaucoup de cette question. » Et, du coup – on est historien, on ne se refait pas – on se dit : « C'était comment avant ? Puisque ça me semble nouveau, je vais aller voir, je vais aller vérifier que mon sentiment est fondé, avec cette question : “comment naît un sujet d'intérêt et de mobilisation qui est un sujet pris collectivement ?” » Donc je suis partie avec cette idée que j'allais en effet travailler sur la pédophilie et puis j'ai découvert, en plongeant dans les archives de la justice, dans la littérature médicale, dans la littérature des juristes et puis évidemment dans la presse, que j'étais en train de travailler sur un faux objet naturel ; que la

pédophilie ça n'existait pas avant les années 1970 et que, donc, comme souvent avec les sujets que se donnent les historiens, c'était le produit d'une construction sociale, culturelle. Ça ne veut pas dire qu'avant il n'y avait pas des « attentats à la pudeur », comme on l'a dit jusqu'en 1994, commis sur des enfants ou des viols même, mais que personne n'appelait ça « pédophilie » puisque le terme est importé de la psychiatrie et qu'il est utilisé très tardivement. Au fond, c'est une des choses qui m'a intéressée dans cette histoire-là : c'est la manière dont un objet est objectivé justement et les précautions qu'il faut prendre pour, à son tour, ne pas l'objectiver – en me posant les questions que je m'étais déjà posées pour la notion d'opinion publique au moment des faits divers par exemple. Donc [il faut] prendre la pédophilie comme une construction discursive, médicale mais discursive, et qui a, en passant de la sphère médicale à la sphère médiatique et grand public, subi une distorsion, un glissement de sens tout à fait considérable et intéressant puisque dans le Code pénal d'aujourd'hui, le mot « pédophilie » n'existe que pour désigner des vidéos à contenu pédophilique, mais il n'y a pas de crime de pédophilie.

5/ Depuis 2017, vous animez avec Stéphane Olivési un séminaire intitulé « Patrimoine et patrimonialisation. Les inventions du capital historique, XIX^e – XXI^e siècles », organisé par le CHCSC avec le soutien de la MSH Paris-Saclay et du comité d'histoire du ministère de la Culture. Qu'est-ce qui vous a conduit à vous intéresser à la question du patrimoine et à sa fabrique dans vos recherches ? Dans votre article intitulé « Du patrimoine à la patrimonialisation. Perspectives critiques », vous mettez tous deux au jour les stratégies mises en place dans le processus de patrimonialisation des objets et des pratiques culturelles et évoquez notamment la nécessité de repenser les pratiques de patrimonialisation aujourd'hui. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur cette position ?

Sur le choix du patrimoine, je pense que nous avons tous les deux fait la même démarche que ce que j'indiquais tout à l'heure pour la pédophilie, c'est-à-dire [en partant d']un constat : tout est patrimoine aujourd'hui. On parle énormément de patrimoine – et quand je dis « on », c'est vrai [pour le] grand public, [les] médias : tout est objet patrimonial ou objet de patrimoine – sans interroger forcément la notion elle-même et surtout sans s'interroger sur ce besoin qui semble être celui de notre société de patrimonialiser. Qu'est-ce que cela veut dire, « patrimonialiser » ? À quel(s) besoin(s) cela répond ? Quels sont évidemment les choix qui sont faits au sein de ces entreprises de patrimonialisation et quels sont les effets possiblement pervers de ces entreprises de patrimonialisation ? Quand on décide de patrimonialiser un objet, une pratique, cela veut dire qu'on en laisse de côté [dans] 98 % [des cas] : cela signifie quelque chose mais cela a aussi des conséquences pour ce qui est oublié dans cette politique patrimoniale. Je pense que c'est cette position un peu à contre-sens, ce désir de prendre le contre-pied qui nous a incités, Stéphane Olivési et moi-même, à imaginer ce séminaire qui s'appelle « Patrimoine ET patrimonialisation ». Lors des commandes que nous avons passées aux différents intervenants, [nous leur avons demandé] de manière très précise : « Il faut que vous vous interrogiez sur les enjeux de cette patrimonialisation, sur les acteurs, sur la mobilisation de ces acteurs qui sont des acteurs politiques mais qui sont aussi des acteurs économiques ; qu'est-ce que cela rapporte concrètement (et on l'a [évoqué] à plusieurs reprises et lors de plusieurs interventions) ? » Bref, notre posture est vraiment là encore d'éviter la naturalisation du patrimoine, ce qui serait évidemment paradoxal ; mais on voit bien comment ça peut se faire et, surtout, comment c'est en train de se faire. Puisque ce champ patrimonial s'étend à tous les secteurs de l'université et qu'il n'y a maintenant plus d'université en sciences humaines et sociales qui n'ait pas créé son master « Patrimoine », l'idée était d'éviter de faire que les universitaires deviennent en quelque sorte des prestataires de service au service d'une entreprise publique ou privée qui patrimonialise quelque-chose localement. Je ne sais pas si c'est possible d'éviter cela, mais c'est en tout cas l'objectif.

Une histoire du très contemporain

6/ Les études que vous proposez s'inscrivent dans un temps long, allant du XIX^e au XXI^e siècle, et mettent en avant des débats très contemporains. La deuxième partie de votre ouvrage *Crimes et délits. Une histoire de la violence de la Belle Époque à nos jours*, se concentre par exemple sur les représentations délinquantes de « l'immigré, du beur et du tsigane » en y apportant un éclairage historique. Pourriez-vous revenir sur la thèse que vous y présentez et la mettre en regard des événements plus récents qui ont eu lieu ces derniers mois, comme les manifestations contre les violences policières ou le racisme ?

Quand on s'intéresse à la délinquance, ce qui est mon cas depuis le début, on est très vite confronté à la figure de l'étranger, à la figure de l'immigré pour des périodes plus récentes. Et l'une des choses qui m'a frappée [c'est qu']on voit cette figure identifiée dès la Belle Époque : l'étranger comme source de désordre, particulièrement « stigmatisé », comme on le dirait aujourd'hui, par la presse (c'est évidemment un étranger italien, polonais, belge, etc.) Et puis, dès la Belle Époque, [on a] aussi le Tsigane – qu'on appelle le Tsigane ou le « gitan » dans le Sud-Ouest – qui m'a semblé être une espèce de figure d'étranger plus « étranger qu'étranger », qui concentre sur lui une réprobation unanime et persistante mais qui n'est pas un étranger qui fait vraiment peur (il est évidemment présenté sous les auspices de l'étrangeté et de l'extranéité alors même qu'il peut être parfaitement français). Il est gênant dans la vie quotidienne parce que c'est le voleur de poules : c'est la petite délinquance qui gêne finalement la vie quotidienne et qui fait régner une menace faible, diffuse mais extrêmement mal perçue. Et cela demeure parce qu'au moment où je commençais à travailler sur cette figure du Tsigane [je me suis rendu compte qu'elle] était mal identifiée et difficilement identifiable, notamment dans ses rapports avec les gitans et cela constituait une figure du nomadisme. On retrouve l'obsession de la fin du XIX^e siècle qui vise à sédentariser le nomade, l'errant ; le chemineau étant toujours une figure inquiétante. Les représentations des Tsiganes sont toujours informées par cette représentation de celui qui bouge, qui se déplace, qui est insaisissable et donc incontrôlable (incontrôlable aussi par les forces de maintien de l'ordre). Et cela reste, me semble-t-il, une obsession – moins depuis les attentats et l'émergence de la figure de l'islam radical : jusqu'à très récemment, c'était vraiment la dernière figure qui concentrait sur elle le racisme, pour le dire avec des mots clairs, y compris chez des gens qui avaient complètement intégré la figure du beur, de l'Arabe. [Pour eux,] les Tsiganes, « ce n'est pas la même chose » et j'avais trouvé ça extrêmement frappant. [J'ai pensé que] c'était sans doute lié au fait qu'il y a longtemps eu assez peu de chercheurs en sciences humaines et sociales qui travaillaient sur les Tsiganes... Je ne sais pas, c'est une hypothèse.

Pour revenir sur la question de la longue durée... On pourrait s'étonner que, par exemple, j'ai, pour la question des violences sexuelles, éprouvé le besoin de travailler sur une période qui va de 1810 à 2010 – 2010 étant une date complètement arbitraire, évidemment. Il m'a semblé que c'était indispensable, que ces histoires de violences sexuelles faisaient partie de ces objets historiques qui ne peuvent être saisis de manière intéressante, constructive et productive que dans la longue durée parce que c'est la condition qui permet de saisir des tournants, des flexions, de vraies évolutions, même si, du coup, on perd un peu de vue certains détails et certaines précisions.

7/ La multiplication des témoignages de crimes sexuels dans les médias, la littérature, le cinéma ou sur les réseaux sociaux tend à prouver que la parole des victimes se libère progressivement. En 2018, François Ozon rendait hommage aux victimes de l'affaire Preynat. L'année suivante, Vanessa Springora publiait *Le Consentement* et levait le voile sur les pratiques pédophiles de l'écrivain Gabriel Matzneff tandis que certains reportages

diffusés sur des plateformes de streaming permettaient aux victimes de Jeffrey Epstein de mettre des mots sur ce qu'elles avaient subi. Qu'est-ce que cela nous apprend sur le traitement du crime sexuel dans les médias aujourd'hui ? Comment les médias ont-ils joué un rôle crucial pour « briser le tabou » de l'abus sexuel (cf. « Briser le tabou. Du secret à la parole médiatique, le tournant des années 1970-1990 ») ?

Ce que ça nous apprend est, me semble-t-il, très intéressant parce que la première chose qu'il faut noter pour répondre à cette question c'est que dès le milieu des années 1980, il est question de « briser le tabou », de libérer la parole, de dire les choses y compris sur le plan public puisque c'est à la télévision, lors d'émissions et de magazines grand public, que pour la première fois des victimes s'expriment sur les violences sexuelles qu'elles ont subies lorsqu'elles étaient enfant. Et ce qui est très curieux c'est que depuis – cela relève évidemment de la rhétorique de presse, de la rhétorique médiatique –, à chaque fois qu'un nouveau témoignage surgit, on parle de « briser le tabou », de « lever le silence », d'« en finir avec » etc. Donc, c'est à la fois étonnant et pas [vraiment] quand on connaît d'une part la manière dont fonctionnent les médias (c'est-à-dire qu'évidemment une chose est d'autant plus intéressante qu'elle est présentée comme étant inédite, nouvelle et que « c'est vraiment un tournant dans l'histoire ») mais ce n'est pas seulement ça. Il me semble que ça témoigne quand même d'une forme de résistance sociale à entendre la parole de ces victimes qui n'est pas nouvelle, à l'entendre et surtout à en faire quelque chose et à l'inscrire dans une sphère politique qui seule est capable de prendre en charge cette question des violences sexuelles. Et au fond, depuis le milieu des années 1980, les victimes peuvent effectivement se saisir de la parole – et je ne dis pas que c'est facile et je ne dis pas non plus que ça s'est fait de manière constante, on le sait évidemment – mais il me semble que cette possibilité pour les victimes de dire quelque chose des violences qu'elles ont subies a été, en quelque sorte, réactivée avec le mouvement #MeToo et par la prise en charge de la parole des femmes dénonçant les violences – pas seulement sexuelles, d'ailleurs – qu'elles subissent. Évidemment en tant qu'historienne, je le répète mais c'est vrai que c'est récurrent chez moi, je suis toujours un peu étonnée qu'on ait l'air de découvrir quelque chose dont je parle depuis longtemps et sur lequel j'ai écrit comme étant des choses qui ne sont pas nouvelles. Après, évidemment, tout dépend de la notoriété des victimes qui s'expriment et je crois que la nouveauté est là : ce sont des victimes qui avaient une place dans l'espace public, qui, récemment, se sont exprimées sur ces questions et, donc, qui avaient plus de chance d'être entendues et de libérer la parole des autres victimes. Il faut prendre la mesure, et c'est évidemment très difficile, il faut pouvoir mettre en balance la souffrance des victimes, donc la question de la sensibilité, qui rentre en conflit, et c'est inévitable, avec un certain nombre de mesures législatives et politiques qui peuvent répondre à cette souffrance – d'ailleurs de manière préventive – mais qui sont toujours peu ou prou des mesures liberticides. Il faut être vigilant sur ces questions-là.

8/ Vous vous êtes également intéressée à ce qui différencie le XIX^e et XX^e siècle d'un point de vue médiatique : la profusion d'informations, et mettez en avant les problèmes que celle-ci engendre dans le traitement d'une crise politico-scientifico-sanitaire à échelle mondiale telle que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Il est donc aujourd'hui très tentant de vous poser cette question : quelles ont été vos impressions et vos premières constatations quant au traitement médiatique de la crise sanitaire que nous traversons actuellement ?

Je n'ai pas pensé à Tchernobyl, je dois l'avouer, mais c'est votre question qui m'y a fait penser. Je pense que vous avez raison de mettre les deux en parallèle parce qu'il me semble que l'on est un peu dans la même situation en matière de possibilité d'accès à un régime de vérité concernant ces crises. On est toujours menacés par la fausseté de l'information dans les deux cas ; une fausseté qui tient à plusieurs facteurs et qui n'est pas forcément dépassable. Une fausseté liée à l'absence

d'information : au départ de cette crise sanitaire, on avait très peu d'informations donc on se heurtait à ce manque. Une fausseté qui relève de la rétention d'information, c'est-à-dire que le doute s'installe toujours : qu'est-ce que l'on nous cache, finalement, sur cette question ? Concernant Tchernobyl, on avait raison de se poser la question, évidemment. Une fausseté due à des manipulations possibles : qu'est-ce que l'on nous cache ?... Mais on ne nous le cache pas forcément exprès ; la manipulation, en revanche, c'est délibéré. Et puis je dirais qu'il y a un dernier régime de fausseté qui relève d'une défaillance épistémique, c'est-à-dire que l'événement scientifique et sanitaire défie en quelque sorte la connaissance au moment même où l'on a besoin de le traiter. On n'a pas de réponse dans un premier temps, et sans doute pendant longtemps, et peut-être même éternellement. Si l'on pense aux conséquences sanitaires de Tchernobyl, on n'aura jamais de bilan puisque les liquidateurs de la centrale se sont dispersés. On n'aura jamais de chiffre réel, sérieux, scientifique de la mortalité. Il semble que ce soit plus faisable pour le coronavirus aujourd'hui mais on voit bien que, pour l'instant, les chiffres que l'on a sont transitoires, temporaires et que l'on ne peut pas se projeter. Or, je pense que dans le cas des controverses scientifiques, un des horizons possibles c'est toujours la possibilité de se projeter, de voir une fin, un terme à la crise qui est en train de se dérouler. Et pour l'instant, nous sommes incapables de le faire. Donc oui, il y a plein de points communs et c'est véritablement le genre de crise qui constitue pour les médias des apories. On ne sait pas, on ne peut pas savoir et ça, c'est insupportable pour tout le monde et évidemment pour ceux qui écrivent sur ces questions aussi.

Portrait réalisé sous la direction d'Amélie Fagnou

Préparation : Johanna Amar, Anaïs Blesbois, Jean-Félix Lapille, Marion Piccuck

Réalisation : Jean-Félix Lapille

Montage : Lionel Germain

Transcription : Corentin Afettouche, Justine Delassus, Jean-Félix Lapille, Eddy Noblet, Marion Piccuck, Nicolas Stromboni